



improve

Conseil
en immobilier
d'entreprise

01 81 72 00 00
improve.fr

MARCHÉ DE L'IMMOBILIER

LYON

INVESTISSEMENT - BUREAUX - ACTIVITES

T4 2025

01

L'essentiel du marché

709 M€

INVESTISSEMENT
METROPOLE LYON

En 2025, l'investissement en immobilier d'entreprise (bureaux, locaux commerciaux, entrepôts logistiques et locaux industriels) dans la métropole lyonnaise atteint 709 millions d'euros, un montant en repli annuel de 15 %.

35 %

PART DU
BUREAU

Le bureau demeure la classe d'actifs prépondérante, avec 245 millions d'euros investis. Cependant, cette première place ne doit pas cacher les difficultés réelles auxquelles est confrontée cette typologie.

La part des bureaux ne cesse de décroître. Auparavant, le bureau représentait entre 60 % et 80 % des montants investis. En 2025, il ne représente plus que 35 % du marché.

24 %

PART DE LA
LOGISTIQUE

Le compartiment logistique constitue la deuxième classe d'actifs visée par les investisseurs.

Avec 171 millions d'euros investis en 2025, ce volume acte un repli annuel de 41 % après une année 2024 historique, mais demeure largement supérieur de 42 % par rapport à la moyenne quinquennale.

185 590 m²

DEMANDE PLACEE
BUREAUX

Le bilan de l'année 2025 se révèle décevant pour le marché des bureaux de la métropole lyonnaise.

450 signatures ont été actées en 2025 contre 530 l'an passé. Ces transactions cumulent un volume commercialisé de 185 590 m², en baisse annuelle de 26 % et surtout inférieur de 30 % rapporté la moyenne quinquennale.

-46 %

DEMANDE PLACEE
NEUF/RESTRUCTURE

Caractéristique du marché en 2025, le recul des commercialisations de première main, en repli de 46 % en un an.

Cette baisse est corrélée à l'absence d'activité sur le segment > 5 000 m², les grands utilisateurs ciblant en priorité des actifs neufs.

276 466 m²

DEMANDE PLACEE
LOCAUX D'ACTIVITES

Le marché des locaux d'activités de la région lyonnaise est parvenu à inverser la tendance baissière qui prévalait en début d'année et achève l'exercice 2025 sur une note positive.

Environ 276 466 m² ont été commercialisés en 12 mois, soit une progression de 9 % par rapport à l'an passé.

02

L'actualité économique

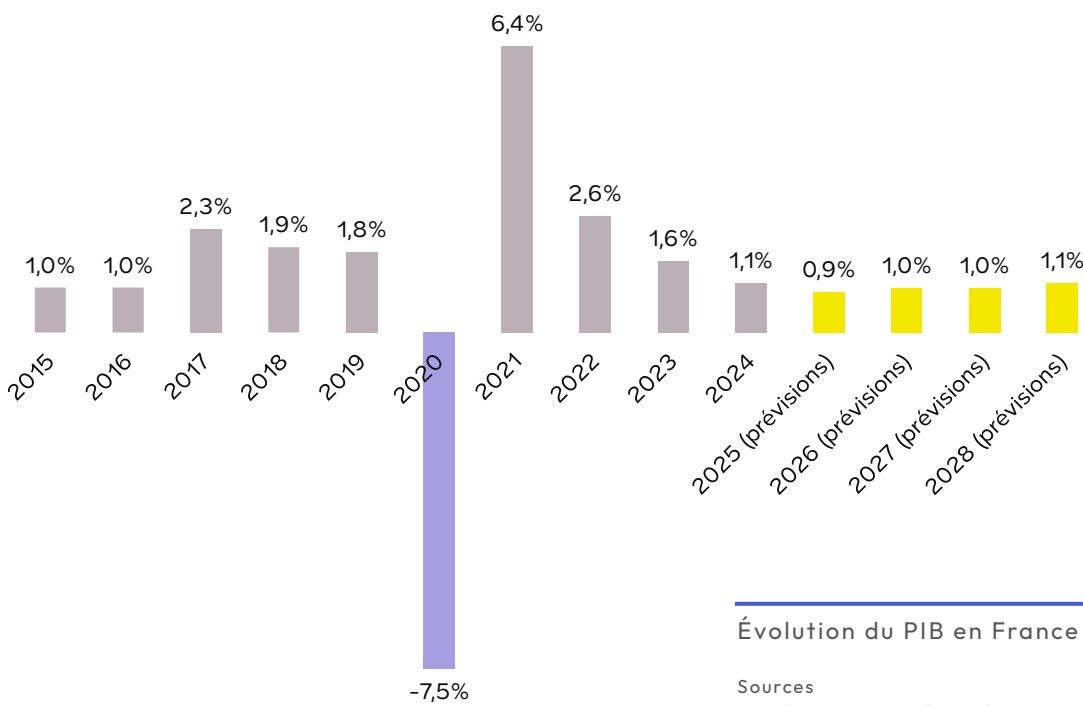
Une économie française plus résiliente qu'attendue

Tout au long de l'année 2025, l'actualité a été marquée par une succession d'événements majeurs : conflits au Proche et Moyen-Orient, poursuite de la guerre en Ukraine et nouvelle politique douanière américaine... Avec l'arrestation du président vénézuélien et la réitération des velléités expansionnistes américaines au Groenland, le début d'année 2026 ne connaît pour le moment aucun apaisement.

Dans ce contexte géopolitique tendu, la Banque centrale européenne a maintenu pour la quatrième fois consécutive ses taux directeurs inchangés : le taux de dépôt demeure à 2,00 % (-100 points de base sur un an). En outre, l'institution monétaire reste prudente quant aux perspectives d'évolution pour 2026. Dans l'hypothèse où la Réserve fédérale des États-Unis procéderait sous l'impulsion de son nouveau président à un cycle de baisse des taux, la BCE pourrait être obligée de faire de même. À l'inverse, les tenants les plus stricts de l'orthodoxie budgétaire ont d'ores et déjà évoqué

l'éventualité d'une hausse des taux en fin d'année 2026, nécessaire en cas de reprise de l'inflation à la suite d'une nouvelle crise géopolitique.

Ces incertitudes pèsent sur l'économie européenne : selon la dernière publication d'Eurostat, le PIB de la zone euro ne progresse trimestriellement que de 0,2 % au troisième trimestre 2025 quand l'emploi salarié est quasi stable à + 0,1 %. Toutefois, de grandes divergences existent d'un pays à l'autre : l'Allemagne devrait enregistrer une croissance annuelle quasi nulle quand l'Espagne devrait voir son PIB progresser de près de 3 %.



Dans cet environnement sous tension, la situation française apparaît plus que contrastée. Ainsi, la Banque de France a une nouvelle fois amélioré ses prévisions de croissance pour l'année 2025 (+ 0,9 %) grâce à un pic d'activité au troisième trimestre porté par une hausse des exportations, de la consommation publique et de l'investissement des entreprises. Cette progression des exportations, en particulier dans le secteur aérospatial, profite directement à l'industrie française. À rebours du repli de l'indice PMI HCOB de la production manufacturière dans la zone euro sous son seuil de 50 points en décembre, l'indice de la France atteint 50,7 points, soit son plus haut niveau depuis plus de trois ans et demi.

L'industrie française profite également d'une meilleure maîtrise de l'inflation en France (+ 0,7 % selon l'indice des prix à la consommation harmonisé contre 2,4 % en zone euro) et notamment d'une baisse marquée des prix de l'énergie. Cette modération de l'inflation, couplée à une progression continue de la productivité depuis 2023, renforce la compétitivité de la France et offre de bons motifs d'espoir pour les entreprises en 2026. De ce fait, l'indicateur synthétique du climat des affaires enregistre une embellie et se rapproche, à 99 points en décembre, de sa moyenne de longue période, voire pour l'industrie, de la dépasser à 102 points.

Toutefois, ces bonnes nouvelles ne doivent pas éclipser une conjoncture politique toujours incertaine : la stabilité du gouvernement Lecornu II reste fragile et le marathon budgétaire n'a, début janvier 2026, toujours pas abouti. Au cœur de ces discussions figurent notamment l'épineuse problématique de la dette, en particulier après sa nouvelle augmentation : elle s'établit à la fin du troisième trimestre 2025 à 117,4 % du PIB, soit une hausse trimestrielle de 1,7 point.

Cet important niveau de dette provoque également une nouvelle hausse des obligations assimilables du Trésor (OAT) à 10 ans, avec un point culminant à 3,63 % le 5 janvier, soit son plus haut niveau depuis 2011 et la crise des dettes souveraines dans la zone euro. Il convient toutefois de souligner que la France n'est pas le seul pays européen à voir ses taux progresser. Ainsi, en dépit de cette nouvelle augmentation des OAT, le spread avec l'indice de référence du Bund allemand s'est contracté à 72 points de base contre 85 points de base début octobre.

Ces incertitudes pèsent également sur l'emploi : le taux de chômage en France (hors Mayotte) atteint 7,7 % au troisième trimestre 2025, en progression annuelle de 30 points de base. Avec près de 68 300 défaillances d'entreprises enregistrées entre décembre 2024 et novembre 2025 (dont plus de 62 000 microentreprises ou entreprises de taille indéterminée), le nombre de faillites reste particulièrement préoccupant. En comparaison avec la même période de 2024, ce chiffre progresse de 4,4 % et est surtout 15,1 % supérieur à la moyenne de long cours (2010-2019).

Le statu quo monétaire de la BCE se traduit en France par une nouvelle baisse du taux d'usure des prêts compris entre 10 et 20 ans. À 4,59 %, il se contracte annuellement de 121 points de base. Cette maîtrise de l'évolution des taux a permis aux investisseurs de retrouver un peu de visibilité et a contribué à la reprise du marché de l'investissement.

Sources
BANQUE CENTRALE EUROPEENNE,
BANQUE DE FRANCE, EUROSTAT,
INSEE, S&P GLOBAL, LES ECHOS,
IMMPROVE

Chiffres-clés
source INSEE

+ 7,7 %
Taux de chômage
au T3 2025

+ 0,7 %
Indice des prix à la
consommation
Variation annuelle en décembre 2025

90
Confiance des ménages
Décembre 2025

98,7
Climat des affaires
Décembre 2025

03

▲ **13,7 milliards €**
Investissement en France
(tous types d'actif)
+ 8 %
Evolution annuelle



L'investissement en France

Les premiers signes encourageants de reprise

Après un ralentissement de l'activité au cours des deux précédents trimestres, le marché de l'investissement en immobilier d'entreprise (bureaux, locaux commerciaux, entrepôts logistiques et locaux industriels) retrouve de l'allant : près de 5 milliards d'euros ont été engagés en France au cours du quatrième trimestre 2025. Sur l'ensemble de l'année, l'investissement national dépasse les 13,7 milliards d'euros, un montant en progression annuelle de 8 %.

Si la stabilisation des taux directeurs et le reflux de l'inflation ont offert plus de lisibilité aux investisseurs et ont permis cette première reprise de l'activité, le marché de l'investissement demeure ralenti. Rapportées à la moyenne quinquennale, les sommes échangées se replient de 35 %.

Cette fin d'année a notamment été marquée par une nouvelle transaction de très grande envergure avec l'acquisition du centre d'affaires Paris Trocadéro par BLACKSTONE auprès d'UNION INVESTMENT pour environ 700 millions d'euros, principale opération tertiaire de l'année. Sept autres signatures > 100 millions d'euros ont été actées au cours des trois derniers mois à l'instar des arbitrages dans le 13^e arrondissement de Paris des immeubles 47 Austerlitz par BNP PARIBAS REIM et Insight par DWS, tous les deux au profit d'AERMONT CAPITAL, ou encore la cession de l'immeuble de bureaux Bloom (Paris 12) par PRAEMIA en faveur de GECINA. En tout, 5 de ces 8 grandes transactions concernent Paris et mettent une nouvelle fois l'accent sur l'hyper-sélectivité des investisseurs qui ont, tout au long de l'année, largement privilégié les opérations core, et plus particulièrement, dans les territoires les plus centraux.

Au total, 22 opérations > 100 millions d'euros ont été recensées en 2025, elles totalisent plus de 4,9 milliards d'euros, soit 36 % des sommes investies en France. Ce volume affiche une progression annuelle marquée, de l'ordre de 22 %, mais demeure 46 % sous la moyenne quinquennale.

Avec 4 milliards d'euros investis, les transactions comprises entre 20 et 50 millions forment le deuxième segment le plus actif en 2025, un volume en progression annuelle de 17 % mais en repli de 15 % par rapport à la moyenne de longue période.

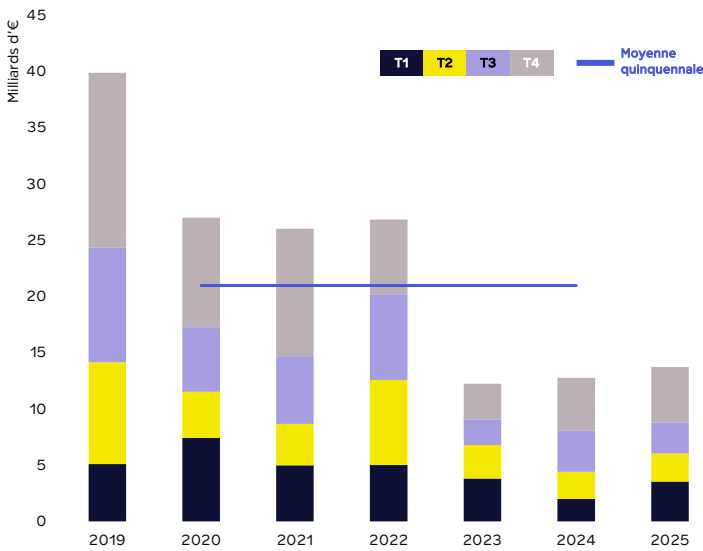
Dans la continuité du troisième trimestre, un regain d'activité est notable sur la tranche des deals compris entre 50 et 100 millions d'euros : 19 des 29 signatures recensées sur ce segment de marché ont ainsi été actées au second semestre. Il demeure toutefois insuffisant pour compenser la faible activité du début d'année : avec 2 milliards d'euros engagés, cette tranche accuse un repli annuel de 14 % et surtout 47 % sous sa moyenne sur cinq ans.

Les petites opérations (< 20 millions d'euros) se sont montrées plus résilientes mais affichent tout de même un bilan négatif : avec 2,8 milliards d'euros, elles reculent annuellement de 5 % et se situent 18 % sous la moyenne quinquennale.

À l'heure actuelle, la persistance d'incertitudes internationales comme nationales ne permet pas d'avoir des perspectives fiables sur l'année 2026. Néanmoins, plusieurs indicateurs tendent à indiquer que le regain de forme aperçu en cette fin d'exercice 2025 pourrait préfigurer une reprise plus durable du marché de l'investissement en France. Tout d'abord, il convient de souligner que les demandes exprimées par les investisseurs ne faiblissent pas. Plusieurs très grandes transactions sont d'ores et déjà à des stades avancés de négociation et devraient être finalisées dans les prochaines semaines à l'image de l'acquisition du portefeuille industriel de PROUDREED par BLACKSTONE ou encore de la cession du Marignan sur les Champs-Élysées. Dans la continuité de 2025, l'activité devrait également être alimentée par la nécessité de certains acteurs, en particulier les SCPI, de poursuivre leur stratégie de rotation d'actifs et donc de présenter certains biens à l'arbitrage. Enfin, le marché devrait également être alimenté par une accélération des opérations de redéveloppement : l'évolution du cadre légal pourrait permettre de faciliter la transformation de bureaux en logement et l'explosion des besoins liés à l'intelligence artificielle pourrait offrir un avenir nouveau comme data center à certains actifs en déshérence.

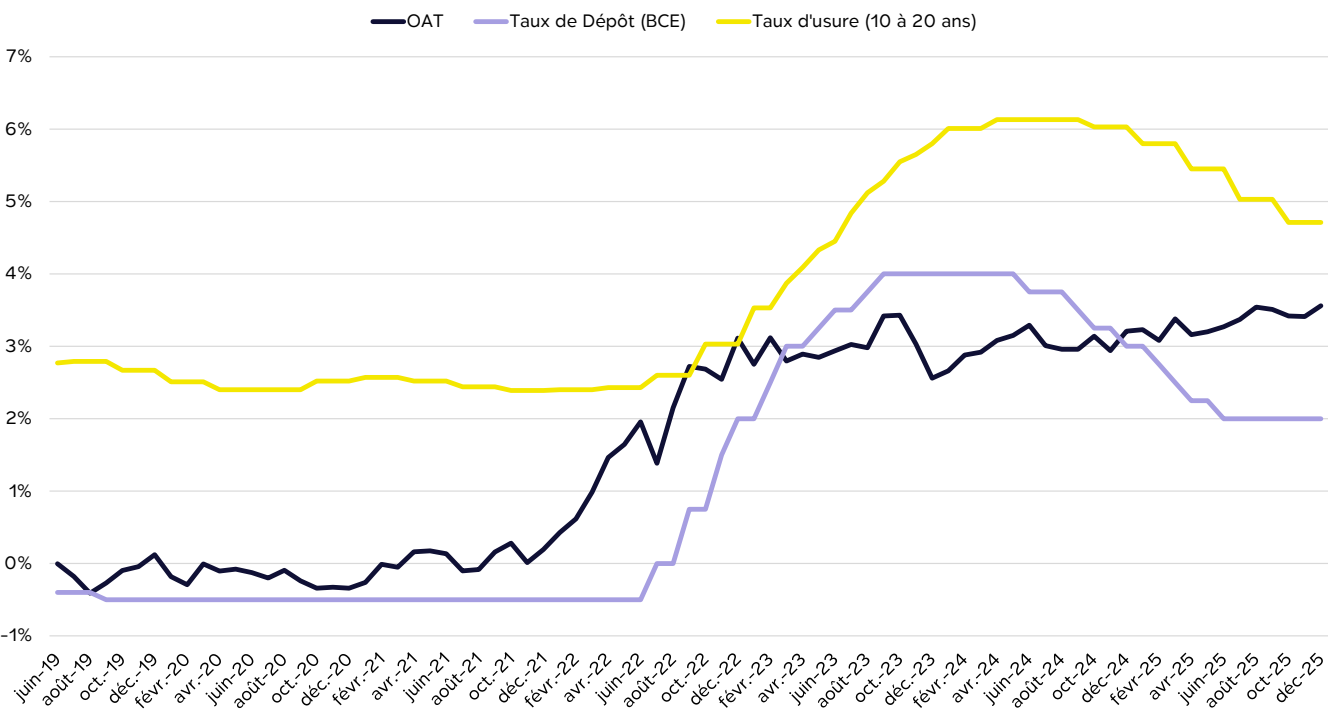
Il convient toutefois de rester prudent : une nouvelle dégradation de la conjoncture économique ou politique pourrait provoquer un nouveau coup d'arrêt du marché, d'autant plus à l'heure où les pays du sud de l'Europe, Espagne en tête, apparaissent de plus en plus comme des marchés de repli grâce à une économie plus dynamique et à des taux plus attractifs.

Sources
IMMOSTAT, IMPROVE



Historique des montants investis en France

Sources
IMMOSTAT, IMPROVE



Évolution des taux (à fin de période)

Sources
BANQUE DE FRANCE, BANQUE CENTRALE EUROPEENNE

▼ **709 millions €**
Investissement dans la Métropole de Lyon
(tous types d'actif)

- 15 %
Evolution annuelle
Sources : CECIM, IMPPROVE.



L'investissement dans la métropole lyonnaise

Le bureau en perte de vitesse

En dépit d'un regain de dynamisme notable sur la seconde moitié de l'année, le marché de l'investissement dans la métropole lyonnaise présente un bilan 2025 mitigé. Les perspectives d'une reprise plus durable ont ainsi été reportées pour 2026.

Au cours du T4 2025, près de 229 millions d'euros ont été investis à travers 28 opérations, portant à 709 millions d'euros le montant de l'investissement en 2025, pour un total de 70 opérations. Ce résultat affiche un repli de 15 % par rapport à 2024 et reste significativement inférieur de 28 % à la moyenne quinquennale.

Cela traduit les difficultés auxquelles le marché de l'investissement reste confronté dans un environnement politique et économique dégradé. Les investisseurs se montrent particulièrement sélectifs, quelle que soit la typologie d'actif concernée. De plus, en l'absence de visibilité économique, la prudence des investisseurs se traduit par la raréfaction des deals d'envergure.

Concernant la répartition des montants par type d'actif, le bureau demeure la classe prépondérante, avec 245 millions d'euros investis. Cependant, cette première place ne doit pas cacher les difficultés réelles auxquelles est confrontée cette typologie. Ce volume affiche un repli annuel de 39 % et plus inquiétant encore, est inférieur de 63 % rapporté à la moyenne quinquennale. Corollaire logique, la part des bureaux ne cesse de décroître. Auparavant, le bureau représentait entre 60 % et 80 % des montants investis ; en 2025, il ne représente plus que 35 % du marché. Cette situation s'explique en partie par le retrait des SCPI en région, alors que ces dernières sont traditionnellement un moteur essentiel du marché. Selon le CECIM, les deux transactions les plus importantes ont été signées en fin d'année, toutes deux inférieures à 30 millions d'euros : il s'agit des ventes des deux actifs, CAP 9 et Le Murano, respectivement pour 21 millions et 27 millions d'euros.

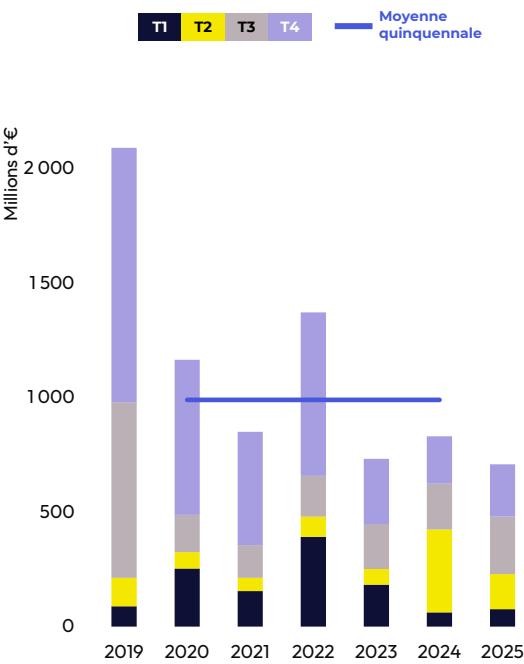
Le compartiment logistique constitue la deuxième classe d'actif visée par les investisseurs. Avec 9 deals contre 10 en 2024, 171 millions d'euros ont été investis en 2025. Ce volume acte un repli annuel de 41 %, après une

année 2024 historique pour ce segment, où pour rappel, 287 millions avaient été investis, un résultat inédit sur la région lyonnaise. Mais ce repli doit être relativisé car le volume reste supérieur de 42 % par rapport à la moyenne quinquennale. L'opération la plus importante de l'année est l'acquisition d'un entrepôt de 28 000 m² dans la commune de Saint-Laurent-de-Mure, pour 42 millions d'euros.

Concernant la typologie des commerces, 3 deals ont été enregistrées en 2025, dont une opération majeure, à savoir l'acquisition du Centre Commercial Saint-Genis 2 par la foncière Mercialis pour un montant de 146 millions d'euros. Grâce à cette opération d'envergure, le commerce cumule près de 150 millions d'euros, un résultat en très nette progression et 35 % au-dessus de la moyenne quinquennale

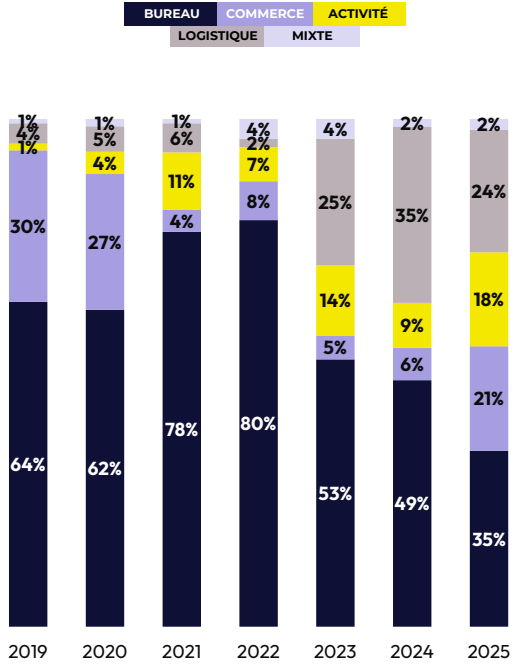
Enfin, sur le segment des locaux d'activités, environ 131 millions ont été investis en 2025, avec 32 deals contre 26 en 2024. Il s'agit d'un résultat très encourageant, en progression de 79 % sur un an et de 58 % par rapport à la moyenne quinquennale. Les locaux d'activités confirment ainsi leur montée en puissance, passant d'une part de marché de 9 % à 18 %.

Sources
CECIM, IMPPROVE



Évolution des montants investis

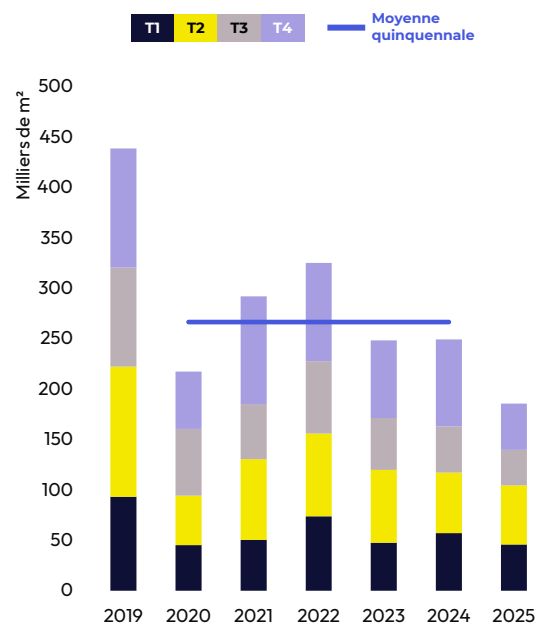
Sources
CECIM, IMPPROVE



Répartition par classe d'actif

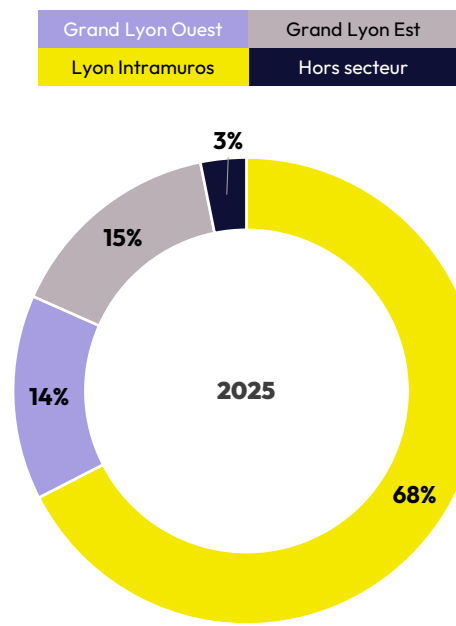
Sources
CECIM, IMPPROVE





Évolution de la demande placée

Sources
CECIM, IMPPROVE



Répartition géographique de la demande placée

Sources
CECIM, IMPPROVE

05

Bureaux : le marché utilisateur

Un marché fortement pénalisé par l'attentisme des utilisateurs

Le bilan de l'année 2025 se révèle décevant pour le marché des bureaux de la métropole lyonnaise. Avec un résultat annuel moins bon qu'en 2020 – c'est dire l'ampleur du repli – le marché demeure très en deçà de son potentiel.

Selon les données publiées par le CECIM, 450 signatures ont été actées en 2025 contre 530 l'an passé. Ces transactions cumulent un volume commercialisé de 185 590 m², en baisse annuelle de 26 % et surtout inférieur de 30 % à la moyenne quinquennale.

Plusieurs facteurs expliquent la contraction globale du marché, à commencer par le contexte économique, toujours incertain, qui freine la prise de décision en matière de stratégie immobilière, en particulier pour les grandes entreprises.

Cet essoufflement du marché se fait sentir sur tous les créneaux de surfaces, à l'exception du segment intermédiaire (entre 1 000 et 5 000 m²) qui progresse de 11 % en un an, avec 39 signatures contre 35 l'an passé. La résilience de ce créneau dénote fortement avec la baisse enregistrée sur les autres segments de marché.

Ainsi, le segment des grands utilisateurs (> 5 000 m²) est particulièrement impacté par la tendance baissière, alors que ce créneau joue traditionnellement un rôle primordial dans la bonne orientation du marché. Seules 3 transactions ont été enregistrées en 2025 et la demande placée n'atteint que 15 648 m², affichant une baisse annuelle de 76 % et un repli de 75 % avec la moyenne quinquennale.

Répartition de la demande placée par tranche de surface

Sources
CECIM, IMPPROVE

À l'autre bout du spectre, le créneau inférieur à 1 000 m² occupe une part de marché prépondérante de 53 %, avec un volume commercialisé de 98 018 m². Néanmoins, l'activité reste fébrile et se replie de 17 % en an, avec un total de 408 signatures contre 489 l'an passé.

Caractéristique du marché en 2025, le recul des commercialisations de première main qui affiche un repli de 46 % en un an. Cette baisse est évidemment corrélée à l'absence d'activité sur le segment > 5 000 m², les grands utilisateurs ciblant en priorité des actifs neufs.

Autre élément notable en 2025, le recul des acquisitions (-40 % en un an). Confrontés à des conditions de prêt plus strictes et à des coûts d'emprunt plus élevés, les acheteurs ont eu plus de difficultés à déployer des capitaux et ont vu leur capacité d'emprunt fortement réduite.

La hiérarchie des secteurs géographiques se maintient sous l'effet des préférences des utilisateurs, faisant la part belle aux arrondissements centraux ou aux quartiers bien desservis, disposant d'une offre qualitative.

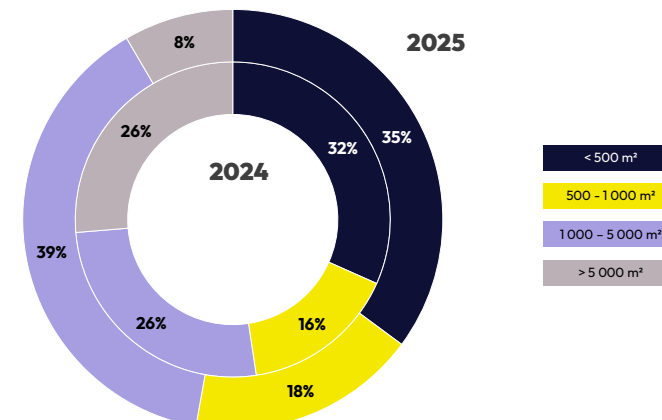
Sources
CECIM, IMPPROVE

Chiffres-clés en 2025
(sources CECIM, IMPPROVE)

185 590 m²
Demande placée
- 26 % en évolution annuelle

3
Transactions > 5 000 m²
contre 7 en 2024

39
Transactions 1 000 - 5 000 m²
contre 35 en 2024



Les bureaux (suite)

Bien que l'activité connaisse un repli annuel important de 29 %, Lyon intramuros conserve sa première place dans le classement, avec 125 176 m² commercialisés et concentre 67 % de la demande placée. Second sur le podium, le secteur Grand Lyon Est affiche une demande placée de 28 189 m², en recul annuel de 6 %. Enfin, le secteur Grand Lyon Ouest ferme la marche, avec 26 345 m², en baisse de 25 % comparé à 2024.

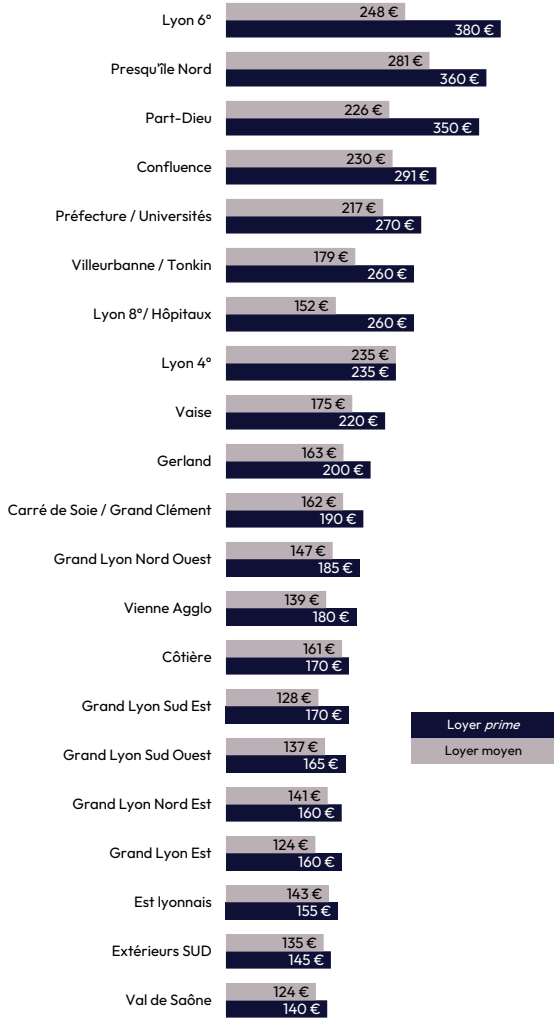
En ce qui concerne les disponibilités, l'offre immédiate poursuit sa consolidation sur l'ensemble de l'agglomération lyonnaise sous l'effet des livraisons de ces derniers trimestres : le taux de vacance général s'élève à près de 8 %. La tendance haussière de l'offre devrait progresser au cours des prochains trimestre, au vu des livraisons attendues dans les prochains mois, notamment à la Part-Dieu.

Les valeurs locatives connaissent des évolutions contrastées : à la hausse pour le marché de première main, à la baisse pour le marché de seconde main. Dans Lyon intramuros, les valeurs locatives pour des actifs neufs sont généralement comprises entre 260 € et 350 €/m²/an. En progression annuelle de 10 %, le loyer moyen neuf a été enregistré à 253 €/m²/an contre 229 € l'an passé. Cependant, des valeurs largement supérieures ont été enregistrées, comme en témoignent plusieurs signatures à 380 €/m²/an dans l'actif Kaleido, dans le 6^e arrondissement. La fourchette est inférieure pour le seconde main, mais reste à un niveau élevé, entre 200 € et 320 €/m²/an. Le loyer moyen pour des surfaces en état d'usage s'établit à 209 €/m²/an contre 213 € un an plus tôt (-2 %).

L'évolution des valeurs est similaire dans le secteur Grand Lyon Ouest : le loyer moyen neuf progresse de 2 % et s'établit à 173 €/m²/an tandis que le loyer moyen de seconde main régresse de 10 %, à 130 €/m²/an.

Enfin, dans le secteur Grand Lyon Est, le loyer moyen pour des bureaux de seconde main enregistre une légère baisse annuelle de 4 % et s'établit à 120 €/m²/an. La tendance est similaire pour des actifs neufs et restructurés, la tendance est à la baisse (-4 % en un an), avec un loyer moyen proche de 151 €/m²/an.

Sources
CECIM, IMPROVE



Les loyers par secteur géographique au T4 2025

Sources :
CECIM, IMPROVE



06

Locaux d'activités : le marché utilisateur

Un regain de dynamisme au second semestre

À l'inverse du marché des bureaux, le marché des locaux d'activités de la région lyonnaise est parvenu à inverser la tendance baissière qui prévalait en début d'année et achève l'exercice 2025 sur une note positive.

Au dernier trimestre, l'activité transactionnelle s'est, à nouveau, intensifiée, avec 84 037 m² commercialisés, soit le volume trimestriel le plus important enregistré depuis le début de l'année. Au total, environ 276 466 m² ont été transactés en 2025, un volume supérieur de 9 % à l'an passé.

La tendance haussière se traduit également en nombre d'opérations : 320 transactions ont été actées contre 318 l'an passé. Cependant, la demande placée demeure inférieure de 16 % à la moyenne quinquennale, ce qui tend à prouver qu'en dépit d'une amélioration certaine, l'activité fonctionne sur un rythme de commercialisation modeste.

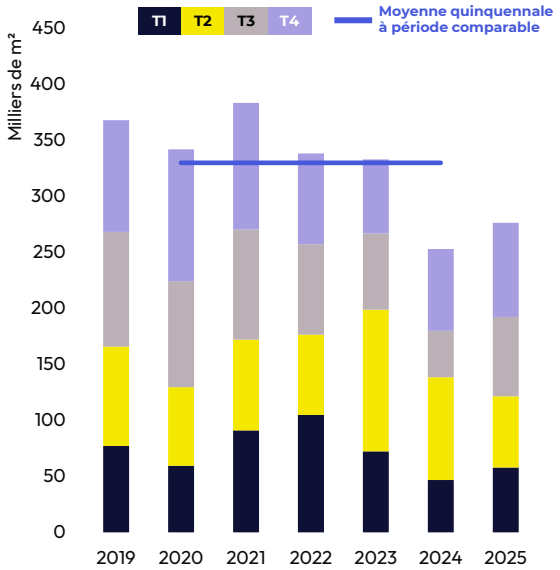
La bonne tenue de l'activité est manifeste sur tous les créneaux de surfaces, ce qui tend à prouver la profondeur de ce marché, porté par une grande diversité de sociétés. Sur le segment inférieur à 1 000 m², la demande placée progresse de 2 % en un an et enregistre 249 signatures, principalement à mettre au crédit de PME/PMI. Le segment intermédiaire entre 1 000 et 5 000 m² affiche également une légère hausse de 3 % avec 65 signatures contre 68 l'an passé : cette configuration s'explique par le fait que les transactions ont en moyenne porté sur des surfaces plus importantes qu'en 2024. Ce créneau constitue le cœur du marché des locaux d'activités de la région lyonnaise et détient une part de 48 %. Enfin, sur le marché des grands utilisateurs, l'activité transactionnelle progresse de 62 % en un an, à travers 6 signatures contre 4 l'an passé.

Géographiquement, le marché des locaux d'activités est fortement polarisé autour de l'Est lyonnais, où se concentre la majorité des disponibilités et des transactions. La demande placée dans ce secteur s'élève à 168 980 m², en progression annuelle de 33 %. Les pôles historiques d'activités, tels que Saint-Priest, Genas et Corbas restent très recherchés par les entreprises pour leur accessibilité autoroutière. À l'inverse, dans les secteurs Extérieurs et Ouest, la demande placée recule respectivement de 4 % et 45 % en un an.

Le maintien de la demande et la configuration de l'offre accentuent la spéculation sur les valeurs locatives au T4. Selon la localisation et la qualité du bien, les loyers peuvent osciller entre 100 et 150 €/m²/an, pour des locaux neufs, entre 80 et 100 €/m²/an pour des surfaces de seconde main.

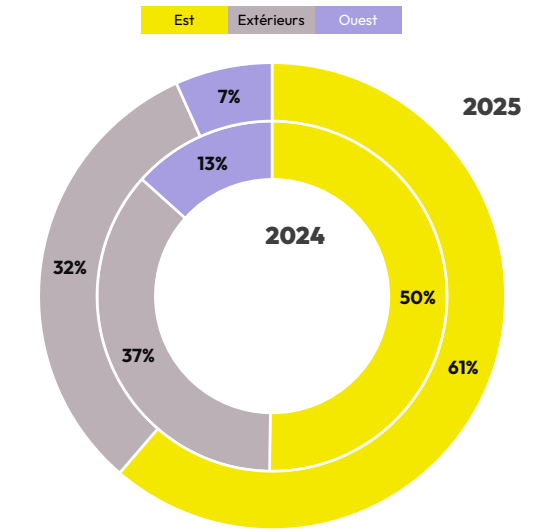
Une tendance similaire est également notable sur le marché de l'acquisition : les surfaces de 2nde main se vendent généralement entre 700 et 1 600 €/m² et jusqu'à 1 200 et 2 000 €/m² pour des locaux neufs. Pour des surfaces prime, de plus rares, idéalement situées et disposant de bureaux d'accompagnement, ces valeurs décollent largement au-delà des 2 000 €/m², ce qui témoigne de la très forte appétence des preneurs pour cette qualité d'actifs.

Sources
CECIM, IMPROVE



Évolution de la demande placée

Sources :
CECIM, IMPROVE.



Répartition géographique de la demande placée

Sources :
CECIM, IMPROVE

+ de 21 000

CLIENTS DÉJÀ INSTALLÉS

+ de 7 600

OFFRES À VOUS PROPOSER

15 ANS

D'EXPÉRIENCE

16 AGENCES

9 EN ÎLE-DE-FRANCE ET 7 EN RÉGION



6 DÉPARTEMENTS

AU SERVICE DE VOS AMBITIONS IMMOBILIÈRES



Agence



**Capital
Market**



**Corporate
Services**



Commerce



**Gestion
Locative**



**Conseil
Utilisateurs**

immprove

Quentin GRAFF
Directeur Études
Email: qgraff@immprove.fr

Emilie RENTE
Chargée d'études
Email: erente@immprove.fr

Camille VIGNAUD
Responsable Communication
Email: cvignaud@immprove.fr

Léa MAZZA
Chargée de Marketing & Communication
Email: lmazza@immprove.fr

MARCHÉ DE L'IMMOBILIER

LYON
INVESTISSEMENT
BUREAUX
ACTIVITES

The logo for 'improve' is displayed in a bold, lowercase, sans-serif font. The text is dark blue and is centered within a solid yellow rectangular background.

improve